

Les touristes américains se font rares et les agences de sécurité embauchent comme jamais

PATRICE GAUDREAU, pgaudreault@ledroit.com -- Le 11 septembre 2001, deux industries majeures de la région d'Ottawa ont pris des tangents diamétralement opposées. Cinq ans plus tard, le secteur touristique tarde à rattraper le chemin perdu, alors que celui de la sécurité privée peine à suivre à la demande.

Maintenant considérée comme référence dans le milieu, l'année 2000 avait été faste pour l'industrie touristique de la région de la capitale. A l'époque, les visiteurs Américains constituaient environ 20 % de tous les visiteurs à Ottawa. Aujourd'hui, ils ne représentent plus que 7 %, soit moins de 610 000 visiteurs. "Les Américains n'ont pas retrouvé le goût de voyager; ils ont encore une barrière psychologique à monter à bord d'un avion et traverser une frontière", observe le président de Tourisme Ottawa, Jacques Burelle. "C'est un marché très difficile, poursuit-il. On peut parler à cinq experts et obtenir cinq différentes opinions sur la stratégie à adopter pour faire revenir les touristes américains. Personne n'a encore trouvé la solution."

Son organisme dispose pourtant de plus d'argent pour chanter la pomme aux Américains. Depuis deux ans, les membres de l'Association des hôteliers d'Ottawa-Gatineau imposent des frais de 3 % sur les nuitées, une mesure qui rapporte de 6 à 7 millions \$ par année pour la promotion de la région. Qu'a cela ne tienne: malgré des campagnes agressives dans le nord de l'État de New York, les Américains continuent de se faire tirer l'oreille.

Ce n'est jamais vraiment revenu, explique M. Burelle. On se pose maintenant la question à savoir si on continue dans l'espoir que le vent tourne bientôt, ou si on réoriente carrément notre approche marketing ailleurs. »

À l'heure actuelle, pas moins de 60 % des visiteurs à Ottawa proviennent du corridor Québec-Windsor. La région s'intéresse aussi aux marchés canadiens comme Calgary et Halifax, qui offrent tous deux des vols directs vers la capitale. Après l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud, Tourisme Ottawa mise maintenant sur l'entrée imminente de la Chine dans le marché touristique.

"D'ici la fin de la décennie, on pense qu'on pourrait recevoir, sans exagération, au moins 100 000 à 200 000 Chinois seulement à Ottawa. Ça viendrait carrément combler le manque à gagner des États-Unis", avance M. Burelle.

À L'AUTRE BOUT DU SPECTRE

Pendant que l'industrie touristique piquait du nez au lendemain des attentats terroristes, le secteur de la sécurité privée a pris son envol. Directeur général de *Commissionnaires Ottawa*, qui emploie des gardiens de sécurité de part et d'autre de la rivière de l'Outaouais, Paul Guindon embauche comme jamais.

"La société est beaucoup plus sensible aux besoins en matière de sécurité, dit-il. L'industrie de la sécurité privée est en plein essor. Et ça continue. Les gens veulent retrouver un sentiment de sécurité. En 2000, *Commissionnaires Ottawa* employait 1700 gardiens de sécurité, essentiellement affectés au gouvernement fédéral, mais aussi à des clients commerciaux. Six ans plus tard, il en compte près de 2700, une hausse de près de 60 %. "Si vous connaissez des gens qui ont des aptitudes pour la sécurité privée, vous pouvez me les envoyer, dit-il, en riant. On recrute encore. On ne fournit pas."

Les attentats du 11 septembre 2001 ne sont pas étrangers au succès des entreprises de sécurité privées comme le Corps canadien des commissionnaires, qui emploie maintenant 18000 personnes à travers le pays. "Avant, on avait besoin de sécurité pour bien paraître ou pour réduire nos assurances, observe M. Guindon. Aujourd'hui, c'est un besoin réel."

La prolifération des agences de sécurité a aussi eu pour effet de faire grimper les enchères. L'unité secrète antiterroriste des Forces canadiennes, la FOI-2, a même été forcée de bonifier ses indemnités, afin de ne pas perdre ses membres au secteur privé. Le paysage d'Ottawa a lui aussi

changé depuis septembre 2001. Aux abords de l'ambassade américaine, les murets de béton «temporaires» sont devenus permanents. Sur la colline du Parlement, les mesures de sécurité ont été resserrées, bien que des voix continuent de s'élever pour que les autorités fassent un pas de plus.

A un jet de pierre de là, le quartier-général de la Défense nationale vient de lancer des travaux de “sécurisation du site” de quelque 5 millions\$, qui déboucheront notamment sur l'érection d'une clôture métallique de trois mètres de haut.

~ Le Droit, Édition du week-end : 9 et 10 septembre 2006, pages 2 et 3